RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur
et des outre-mer

DECRET n° (...) du (...)

relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie

NOR : IOMB2412016D

Publics concernés : agents publics exerçant ou ayant vocation à exercer les fonctions de secrétaire général de mairie.

Objet : recrutement, formation et promotion interne des secrétaires généraux de mairie.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie a entendu favoriser la promotion interne des agents de catégorie C exerçant ou souhaitant exercer les fonctions de secrétaire général de mairie. A cette fin, deux dispositifs sont prévus : d'une part, dans le cadre d'un « plan de requalification » valable jusqu'au 31 décembre 2027, elle permet aux agents exerçant d'ores-et-déjà les fonctions de secrétaire général de mairie d'être promus en catégorie B, sans qu'une proportion de poste ouvert à la promotion soit préalablement déterminée, permettant ainsi de déroger au principe de contingentement de la promotion interne fixé par l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique. D'autre part, un dispositif pérenne de « promotion-formation » est créé. Cette mesure, dérogeant elle aussi au principe du contingentement, permet aux agents territoriaux de catégorie C souhaitant exercer les fonctions de secrétaire général de mairie d'être promus en catégorie B après avoir suivi une formation qualifiante sanctionnée par un examen professionnel. En outre, la loi du 30 décembre 2023 instaure une obligation de formation au premier emploi, qui s'applique à tout membre d'un des cadres d'emplois d'adjoint administratif territorial, de rédacteur territorial et d'attaché territorial, ayant vocation à exercer l'emploi de secrétaire général de mairie. Enfin, la loi a prévu qu'à compter du 1^{er} janvier 2028, dans les communes de moins de 2 000 habitants, seuls des agents de catégorie B pourront être nommés aux fonctions de secrétaire général de mairie. Les fonctionnaires territoriaux de catégorie C ne pourront donc plus être nommés sur ces fonctions à partir de cette date. Le présent décret vient préciser les modalités d'application des deux dispositifs de promotion interne et de formation au premier emploi de secrétaire général de mairie. Il vient également tirer les conséquences réglementaires de l'interdiction de recrutement de secrétaires généraux de mairie en catégorie C à compter du 1^{er} janvier 2028.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (www.legifrance.gouv.fr). Il est pris pour l'application des articles 1^{er}, 2, 3 et 5 de la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code du travail, notamment son article L. 6113-1 ;

Vu la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie, notamment ses articles 1^{er}, 2, 3 et 5 ;

Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du (...) ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du (...) ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{ER}

PLAN DE REQUALIFICATION

Article 1^{er}

Jusqu'au 31 décembre 2027, par dérogation à l'article 7 et au II de l'article 8 du décret du 30 juillet 2012 susvisé, les fonctionnaires titulaires des grades d'adjoint administratif territorial principal de 2^e classe et de 1^{ère} classe du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux régi par le décret du 22 décembre 2006 susvisé, comptant au moins quatre ans de services publics effectifs dans les fonctions de secrétaire général de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants, peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 2^o de l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique.

L'exercice de fonctions de secrétaire général de mairie comme adjoint administratif territorial est pris en compte, le cas échéant, pour le calcul de la durée d'ancienneté de quatre ans mentionnée au premier alinéa.

L'inscription sur la liste d'aptitude est exonérée du respect des conditions prévues au premier alinéa de l'article 9 du décret du 22 mars 2010 susvisé.

Article 2

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 13 du décret du 20 mars 1991 susvisé, la durée de service mentionnée à l'article 1^{er} s'apprécie quel que soit le temps de service effectivement accompli par l'agent.

Article 3

La mise en œuvre des dispositions issues du présent chapitre donne lieu à l'établissement d'un bilan annuel présenté devant le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS STATUTAIRES RELATIVES AU DISPOSITIF DE PROMOTION-FORMATION

Article 4

Après l'article 8 du décret du 30 juillet 2012 susvisé, il est inséré un article 8-1 ainsi rédigé :

« *Art. 8-1.* - Par dérogation à l'article 7, peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude mentionnée à l'article 8, après avoir satisfait une formation qualifiante sanctionnée par un examen professionnel aux fins d'exercer les fonctions de secrétaire général de mairie, les fonctionnaires de catégorie C relevant des grades d'avancement de leur cadre d'emplois, et comptant au moins huit ans de services publics effectifs dans un emploi de catégorie C.

L'inscription sur la liste d'aptitude est exonérée du respect des conditions prévues au premier alinéa de l'article 9 du décret du 22 mars 2010 susvisé. »

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA FORMATION DE PROFESSIONNALISATION A L'EMPLOI DE SECRETAIRE GENERAL DE MAIRIE

Article 5

Le décret du 29 mai 2008 susvisé est ainsi modifié :

1° Après le sixième alinéa de l'article 11, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'ils sont affectés sur un premier emploi de secrétaire général de mairie, les fonctionnaires suivent la formation de professionnalisation à l'emploi de secrétaire général de mairie, mentionnée à l'article L. 422-34-1 du code général de la fonction publique. ».

2° Après l'article 15, il est inséré un article 15-1 ainsi rédigé :

« *Art. 15-1.* - La formation de professionnalisation suivie à la suite de l'affectation sur un premier emploi de secrétaire général de mairie, mentionnée à l'article L. 422-34-1 du code général de la fonction publique, intervient dans les douze mois suivant cette affectation.

Le fonctionnaire qui suit une telle formation est exonéré de la formation de professionnalisation au premier emploi mentionnée au 1° de l'article 11 ou, s'il a déjà satisfait à cette obligation, de la formation de professionnalisation tout au long de la carrière mentionnée au 2° du même article pour la période en cours. Dans ce cas, une nouvelle période de formation de professionnalisation tout au long de la carrière débute à l'issue de la formation suivie au titre du premier alinéa.

Dès l'affectation d'un fonctionnaire sur un emploi de secrétaire général de mairie, l'autorité territoriale en informe le Centre national de la fonction publique territoriale en vue de l'organisation de la formation de professionnalisation de l'intéressé. ».

3° Au premier alinéa de l'article 18, les mots : « et de la formation de professionnalisation au premier emploi mentionnée au 1° de l'article 11 » sont remplacés par les mots : «, de la formation de professionnalisation au premier emploi mentionnée au 1° de l'article 11 et de la formation de professionnalisation au premier emploi mentionnée au septième alinéa du même article, ».

Article 6

Après l'article 14 du décret du 30 décembre 1987 susvisé, il est rétabli un article 15 ainsi rédigé :

« *Art. 15.* - Lorsqu'ils accèdent à un emploi de secrétaire général de mairie au sens de l'article L. 2122-19-1 du code général des collectivités territoriales, les membres du présent cadre d'emplois sont astreints à suivre, dans un délai d'un an à compter de leur affectation sur l'emploi considéré, une formation adaptée aux besoins de la collectivité concernée, d'une durée de quinze jours, dans les conditions prévues par le même décret. ».

Article 7

Après l'article 9-4 du décret du 22 décembre 2006 susvisé, il est inséré un article 9-5 ainsi rédigé :

« *Art. 9-5.* - Lorsqu'ils accèdent à un emploi de secrétaire général de mairie au sens de l'article L. 2122-19-1 du code général des collectivités territoriales, les membres du présent cadre d'emplois sont astreints à suivre, dans un délai d'un an à compter de leur affectation sur l'emploi considéré, une formation adaptée aux besoins de la collectivité concernée, d'une durée de quinze jours, dans les conditions prévues par le même décret. ».

Article 8

Après l'article 16 du décret du 30 juillet 2012 susvisé, il est inséré un article 16-1 ainsi rédigé :

« *Art. 16-1.* Lorsqu'ils accèdent à un emploi de secrétaire général de mairie au sens de l'article L. 2122-19-1 du code général des collectivités territoriales, les membres du présent cadre d'emplois sont astreints à suivre, dans un délai d'un an à compter de leur affectation sur l'emploi considéré, une formation adaptée aux besoins de la collectivité concernée, d'une durée de quinze jours, dans les conditions prévues par le même décret. ».

CHAPITRE IV
**DISPOSITION RELATIVE AU RECRUTEMENT DES SECRETAIRES GENERAUX DE MAIRIE EN
CATEGORIE C**

Article 9

L'article 3 du décret du 22 décembre 2006 susvisé est ainsi modifié :

1° L'avant-dernier alinéa du II est abrogé ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« III. - Lorsqu'ils relèvent des grades d'avancement, les adjoints administratifs territoriaux nommés avant le 1^{er} janvier 2028 peuvent être chargés du secrétariat de mairie dans une commune de moins de 2 000 habitants ».

CHAPITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10

Le décret du 22 décembre 2006 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1^{er}, les mots : « de l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983 » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique » ;

2° A l'article 4, les mots : « de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « des articles L. 325-1 et suivants du code général de la fonction publique ».

Article 11

Le décret du 30 juillet 2012 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1^{er}, les mots : « de l'article 5 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique » ;

2° A l'article 3, les mots : « secrétaire de mairie » sont remplacés par les mots : « secrétaire général de mairie » ;

3° A l'article 4, les mots : « de l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « des articles L. 325-1 et suivants du code général de la fonction publique » ;

4° A l'article 5, les mots : « au niveau IV » sont remplacés par les mots : « au niveau 4 au sens du répertoire national des certifications professionnelles » ;

5° A l'article 7, les mots : « de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique » et les mots : « à l'article 8 du présent décret » sont remplacés par les mots : « aux articles 8 et 8-1 du présent décret » ;

6° A l'article 8, les mots : « de l'article 39 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « de l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique » et les mots : « secrétaire de mairie » sont remplacés par les mots : « secrétaire général de mairie » ;

7° A l'article 10, les mots : « au niveau III » sont remplacés par les mots : « au niveau 5 au sens du répertoire national des certifications professionnelles » ;

8° A l'article 12, les mots : « secrétaire de mairie » sont remplacés par les mots : « secrétaire général de mairie » ;

9° A l'article 13 :

a) Au premier alinéa, les mots : « à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 4 du code général de la fonction publique » ;

b) Au deuxième alinéa :

i. Les mots : « aux articles 8 et 12 » sont remplacés par les mots : « aux articles 8, 8-1 et 12 » ;

ii. Les mots : « à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 4 du code général de la fonction publique » ;

iii. Les mots : « sont respectivement nommés rédacteur stagiaire et rédacteur principal de 2^{ème} classe stagiaire » sont remplacés par les mots : « sont nommés, selon le cas, rédacteur stagiaire ou rédacteur principal de 2^{ème} classe stagiaire » ;

10° A l'article 18, après les mots : « libertés et responsabilités locales » sont insérés les mots : « et ceux relevant des dispositions du décret n° 2015-782 du 29 juin 2015 relatif aux conditions d'intégration, de détachement et de mise à disposition de fonctionnaires de l'Etat en application des articles 83 et 86 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » ;

11° Le chapitre V est abrogé.

Article 12

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de la transformation et de la fonction publiques, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre de l'économie, des finances et
de la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

Le ministre de la transformation et de la fonction
publiques,

Stanislas GUERINI

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des
finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
chargé des comptes publics,

Thomas CAZENAVE

La ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer
et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,
chargée des collectivités territoriales et de la ruralité,

Dominique FAURE